

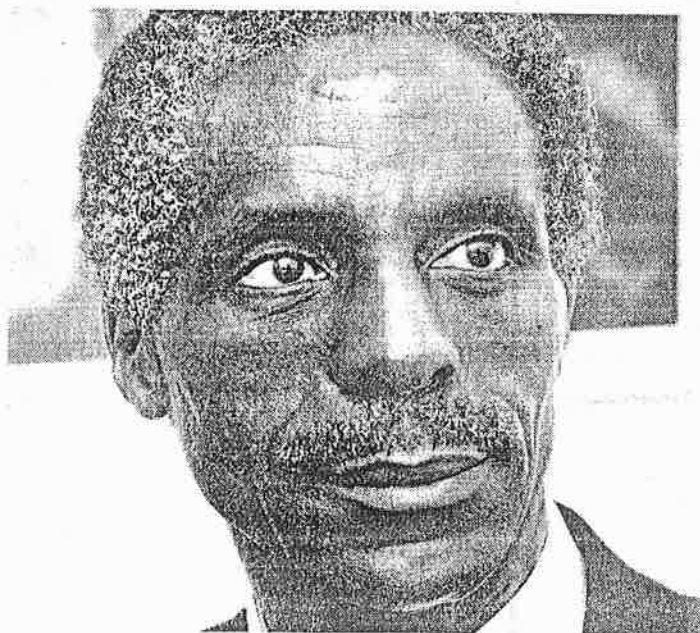
Rwanda : l'opposition souhaite des pressions belges

Le MDR suggère d'adopter envers Kigali une attitude comparable à celle prise face à Kinshasa, tout en condamnant la guérilla du FPR

Il est grand, droit - raide, même : souvenir de ses dix années de prison pour « complot » dans un cachot de Ruhengeri ? Le sourire est lent, comme venu de loin, mais étincelle au fond des yeux - un véritable cadeau pour son interlocuteur : stigmaté de celui qui a passé de longues heures seul avec lui-même ? Donat Murego, 55 ans, le reconnaît volontiers : à sa libération, en avril 1990, il a dû réapprendre le Rwanda, pour ne pas réagir dans le pays d'aujourd'hui avec la mentalité de cet avril 1980 où sa vie s'est figée.

NORD-SUD. Originaire du nord, cet ancien haut fonctionnaire est à présent une des principales figures du plus gros parti d'opposition rwandais, le Mouvement démocratique républicain (MDR). C'est dans cette formation, particulièrement forte au sud du pays, que le chef de l'Etat, le général Juvénal Habyarimana, a accepté de choisir un Premier ministre, qui doit diriger un gouvernement de transition vers la démocratie. Resté chef de l'ancien parti unique, le MRND, le général est toutefois encore loin d'avoir renoncé au pouvoir personnel qui a été le sien pendant 18 ans.

Une partie de bras de fer est en cours, dans un pays déstabilisé par la guerre qu'a déclenchée la guérilla du Front patriotique rwandais (FPR, formé surtout de réfugiés tutsis d'Ouganda), et par le déchaînement de propagande ethniste des tenants du pouvoir - accaparé par les Hutus du nord. Alors qu'on est au bord d'une guerre civile généralisée, comment le MDR pourrait-il, au sein d'un gouvernement pluraliste, contrôler le racisme ?



La Belgique pourrait se montrer plus active. Au Zaïre, elle a pris nettement position en faveur de la démocratisation. Elle pourrait aussi condamner la guerre... (Photo J. Guyaux)

gouvernement sera de faire la paix avec le FPR. Comment, selon vous ?

-La démocratie et la justice ne peuvent s'acquiescer avec les armes. Le FPR doit commencer par les déposer; ce serait un geste de bonne volonté.

Quel geste de bonne volonté pourrait faire le gouvernement de transition ?

-Ce sera défini au moment opportun. Le FPR a signé des accords (NDLR: jamais respectés par les deux parties) à la N'sélé, qui n'ont pas été suivis d'effet. Ce pourrait, peut-être, constituer un point de départ.

Pour vous, le FPR est formé de Rwandais ou d'étrangers ?

-Le FPR est mal connu et ne se fait pas connaître dans le bon sens. Dans la mesure où il envisage la conquête du pays par les armes, chaque Rwandais qui aura eu connaissance de l'histoire du Rwanda fera face à l'agresseur. Le peuple rwandais n'est pas prêt à accepter la conquête par des gens que l'Histoire a détrônés un jour de ce qui était leurs bases. Le FPR a intérêt à se faire aux réalités nouvelles du Rwanda - et pas par les armes. Dans l'intérêt des réfugiés et du peuple rwandais, dont ceux-ci font partie.

C'est la position du MDR ou de Murego ?

-De Murego principalement. -Avant la guerre, vous ne vous êtes pas beaucoup préoccupés du sort des réfugiés...

-Le MDR existe depuis neuf mois.

Mais les hommes qui le forment ?

-Avant nous étions dans le cadre d'un parti unique. Personne n'attendait des changements aussi rapides après la conférence de La Baule (1).

BELGIQUE. - *Parlant de la France, que pensez-vous de sa présence militaire au Rwanda ?*

-Dans la mesure où cela cadre avec les accords de coopération militaire entre les deux pays, nous n'avons rien à redire. Mais si cela empiétait sur le rôle normal de l'armée rwandaise, le MDR reviendrait sur sa position.

Quelles sont vos relations avec la Belgique ?

-Très bonnes. Le MDR ne saurait être indifférent au rôle que la Belgique peut jouer au Rwanda. Mais vu les relations historiques entre nos deux pays, nous souhaiterions qu'elle se montre plus active. Au Zaïre, la Belgique a pris nettement position pour soutenir le processus de démocratisation et s'est même montrée capable d'exercer des pressions. Une telle position serait bienvenue pour le Rwanda. Bruxelles pourrait aussi condamner la guerre déclenchée par le FPR parce qu'elle est une violation des droits de l'homme.

Marie-France CROS.

(1) Où M. Mitterrand a annoncé son soutien à la démocratisation de l'Afrique.

The attached piece continues from